



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 26 JANVIER 2021

EVALUATION 2021					
Date de convocation : 20/01/2021	L'an deux mille vingt-et-un Le mardi vingt-six janvier à dix-neuf heures sept minutes				
Date d'affichage : 29/01/2021	Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au foyer culturel en séance à huis-clos sous la présidence de Jean-Luc DUCERF en qualité de maire				
NOMBRE DE CONSEILLERS	En exercice	Présents	Pouvoirs	Votants	Absents
	33	27	2	29	4

DELIBERATION N° 21/012

ETAIENT PRESENTS : (27)

Jean-Pierre **ALCIERI**
Catherine **AUBIJOUX**
Sylviane **BOENS**
Chrystiane **CHEVALLIER**
Yoann **DEBOUCHAUD**
Dominique **DESHAYES**
Joseph **DIAZ**

Amandine **DUBAND**
Patrick **DUBOIS**
Jean-Luc **DUCERF**
Benjamin **DUROSAU**
Bruno **EQUILLE**
André **FRANCIGNY**
Joël **GEOFFROY**

Frédéric **GRIZARD**
Fabienne **HARDY-HOUDAS**
Marie-Anne **HAUVILLE**
Stéphane **HOUDAS**
Claudine **JIMENEZ**
Stéphane **LEMOINE**
Dominique **LETOUZE**

Steeve **LOCHET**
Olivier **MARTINEZ**
Rodolphe **PERROQUIN**
Frédéric **ROBIN**
Christelle **TOUSSAINT**
Robert **TROUILLET**

ABSENTS AYANT DONNE UN POUVOIR : (2)

Youssef **AFOUADAS** a donné pouvoir à Jean-Luc **DUCERF**
Sylvie **ROLAND** a donné pouvoir à Rodolphe **PERROQUIN**

ABSENTS N'AYANT PAS DONNE DE POUVOIR : (4)

Gilberte **BLUM** Nicole **MAKLINE**
Cécile **DAUZATS** Florence **LE HYARIC**

SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Amandine DUBAND est désignée secrétaire de séance à l'unanimité.

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DEPARTEMENTAL D'INVESTISSEMENT (FDI 2021) – OPERATION DE SECURITE FINANCEE PAR LE PRODUIT DES AMENDES DE POLICE

CRÉATION DE VOIE PIETONNE - EQUILLEMONT

RAPPORTEUR : Mme Sylviane **BOENS**

NOTE DE SYNTHÈSE :

La commune a la possibilité de solliciter le Conseil Départemental dans le cadre du Fonds Départemental d'Investissement (FDI) 2021 – projet local – opération de sécurité financée par les produits des amendes de police - pour obtenir le subventionnement des projets communaux.

La rue d'Equillemont actuelle est très utilisée par les piétons pour se rendre vers les commerces ou bien par les enfants pour se rendre à l'école, au collège Toute une partie de la rue ne possède pas de trottoir et oblige les usagers à marcher sur la chaussée. La rue est étroite et les voitures passent à vive allure. De plus, aucun éclairage n'étant installé, les piétons ne sont absolument pas vus des automobilistes notamment en hiver. Il devient urgent de sécuriser cette voie en créant une voie piétonne, éclairée sur toute la longueur. La création de 9 points lumineux est en cours de demande.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de déposer une demande de subvention dans le cadre du FDI 2021 et ce au titre des « projets locaux portés par les communes – opération de sécurité financée par les produits des amendes de police », au taux de référence de 30% pour une dépense subventionnable HT plafonnée à 100.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

PROJET	MONTANT HT	SUBVENTION		AUTOFINANCEMENT
		Organisme	Montant	
Voie Pietonne	39 350,54 €	FDI 30 %	11 805 €	
TOTAL	39 350,54 €		11 805 €	27 545,54 €

Le début du chantier aura lieu second semestre 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une demande de subvention au titre du FDI 2021 d'un montant de **11 805 €** pour une dépense HT de 39 350,54 €.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,


LE CONSEIL MUNICIPAL

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

ARTICLE 1 : Autorise M. le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du FDI 2021 et ce au titre « opération de sécurité financée par les produits des amendes de police » au taux de référence de 30% pour une dépense subventionnable HT plafonnée à 100 000 €, soit **11 805 €** pour un montant total des travaux s'élevant à 39 350,54 € HT et selon le plan de financement prévisionnel ci-dessus.

ARTICLE 2 : Dit que le montant des travaux sera inscrit au budget communal 2021.

ARTICLE 3 : Autorise M. le Maire à signer toute pièce afférente au dossier.

Envoyé en préfecture le 29/01/2021
Reçu en préfecture le 29/01/2021
Affiché le 
ID : 028-200056463-20210126-21_012-DE

 
Jean-Luc DUCERF
Maire d'Auneau-Bleury-Saint-Symphorien

*La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Orléans ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. . **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet : <http://www.telerecours.fr>***